nouvelle édition

la cause du peuple

N°21 février 2014

Le journal du Front Révolutionnaire Anticapitaliste Antifasciste et Populaire

Attisons les braises de la révolte



pour alimenter les flammes de la Révolution !

l'éditorial

L'ANNEE 2013 S'EST TERMINEE, LA CRISE S'APPROFONDIT

C'est dans le contexte de l'approfondissement de la crise que la lutte de classes se poursuit entre la classe ouvrière et les couches populaires d'un côté et la bourgeoisie et les forces réactionnaires de l'autre.

La classe ouvrière se bat pour conserver son emploi, souvent le dos au mur, la lutte est principalement défensive. A Aulnay, la bataille contre la fermeture programmée par PSA n'a pu être gagnée malgré 9 mois de lutte déterminée des ouvriers. Sur les autres sites, ce sont les réductions d'effectifs nommés «départs volontaires», qui sont en réalité forcés. PSA accorde des «indemnités» plus ou moins élevées suivant le rapport de force établi par la lutte et la résistance des ouvriers. PSA a ainsi programmé des licenciements et fermetures de sites sur l'ensemble du groupe. Les ouvriers qui ont été reclassés (comme à Poissy ou Rennes) subissent les mesures contenues dans l'ANI, c'est-à-dire la flexibilité du travail entérinée par des accords d'entreprise, la mise au chômage partiel, l'allongement du temps de travail en période de surchauffe, l'intensification du travail par différents moyens (travail sur plusieurs machines), la dégradation des conditions de travail. Les non-reclassés reçoivent une «indemnité» plus ou moins importante mais perdent leur emploi, doivent s'inscrire à Pôle Emploi et accepter de suivre une formation qui la plupart du temps ne débouche sur rien suivie par une période de chômage payé qui ne correspond pas bien sûr au salaire antérieur. Les ouvriers de Goodyear sont en ce moment en train de lutter courageusement, le dos au mur, avec pour seul espoir immédiat de toucher une prime conséquente leur permettant d'avoir la tête hors de l'eau pour quelques mois.

PSA et Goodyear font partie de la restructuration générale du capital financier au niveau international, facilitée par la crise. C'est dans ce cadre que les délocalisations se poursuivent. Les gouvernements des Etats impérialistes participent au pillage des richesses naturelles dans les pays opprimés pour accumuler des profits vertigineux. Ces pays sont appelés «pauvres» pour cacher l'oppression dont ils sont l'objet des pays impérialistes, appelés pays «riches» ; mais jamais il n'est expliqué la source de la richesse et la raison de la pauvreté : l'exploitation et la domination. Une partie infime de cette exploitation est reversée aux Etats opprimés, enrichissant une toute petite section de la section de la société. Une partie va directement dans la poche des dirigeants de ces Etats au détriment de la population. Cette section de la classe dominante des pays opprimés vit directement de l'exploitation de leur propre pays, elle s'appelle la bourgeoisie compradore et bureaucratique. Le mécanisme de l'exploitation est très concret. Aurions-nous de l'électricité à bas prix, si Areva n'exploitait à bas prix l'uranium au détriment du peuple nigérien ? Ceci explique pourquoi, une partie de la population de ces pays doit immigrer pour que leurs familles ne meurent pas de faim. Les capitalistes des pays d'Europe récupérant une partie des «royalties» versées grâce aux salaires inférieurs de ces travailleurs, aux retraites qu'ils ne toucheront jamais, etc.

QUI NOUS GOUVERNE ?

L'Etat est censé protéger le «citoyen», mais quel type de citoyen protège-t-il ? L'Etat, dans une société de classe comme la nôtre, est l'appareil de la classe dominante. Quelle est la classe dominante dans notre pays ? C'est la bourgeoisie ayant à sa tête la bourgeoisie représentant le capital financier, la bourgeoisie impérialiste. Les gouvernements sont élus parce qu'ils se portent garants de la défense des institutions de l'ordre capitaliste. C'est pourquoi se succèdent suivant les circonstances un gouvernement de droite ou de gauche, qui font de toute façon payer les effets de la crise aux ouvriers, aux travailleurs manuels et intellectuels, mais aussi aux couches petites bourgeoisies (paysans, artisans, petits commerçants) et même à une partie de la bourgeoisie moyenne ruinée par le capital financier.

LE REFORMISME CREUSE LE LIT DU FASCISME

Le réformisme refuse de s'attaquer aux causes de la crise, le système capitaliste lui-même. Le PS au gouvernement pour se faire élire, comme ses prédécesseurs, a fait tout un tas de promesses démagogiques qu'il savait ne pas pouvoir tenir, tout comme ses prédécesseurs de droite.

Les partis réformistes, sans véritable stratégie révolutionnaire, ne peuvent être une alternative pour le peuple. Le PCF fait partie d'un front (un cartel d'organisations réformistes et révisionnistes, qui n'ont rien à voir avec le marxisme), mais n'a aucune stratégie révolutionnaire pour la prise du pouvoir. Il ne vise qu'à un simple changement de gouvernement pour tenter de «rendre le capitalisme plus humain», c'est-à-dire un aménagement du capitalisme dans le cadre de la mondialisation «aménagée» en préconisant un «meilleur partage des richesses», entre «pauvres et riches», c'est-à-dire entre capitalistes et

sommaire

Lutte de classe

★ PSA : les graines de la grève fleuriront *(p.4)*

★ A Goodyear, la lutte continue ! *(p.5)*

★ Retour sur la lutte en Bretagne *(p.6)*

Lutte étudiante

★ Sur le mouvement étudiant à Montpellier *(p.7)*

Lutte pour le logement

★ Foyer CARA : un logement pour tous *(p.8)*

Antifascisme

★ Montpellier : Violences fascistes en marge de la manif pour tous *(p.9)*

★ Attaque fasciste à Clermont *(p.10)*

★ Chronique de l'antifascisme à Clermont-Ferrand *(p.10)*

★ Manif antifasciste à Tours *(p.10)*

(in)Justice de classe

★ Prisonnier politique : Erdogan Cakir *(p.14)*

International

★ Italie : grève des femmes*(p.11)*

★ Journée Internationale des prisonniers politiques en Inde *(p.15)*

★ Solidarité Philippines *(p.17)*

★ A propos de Mandela *(p.18)*

Culture

★ Petit dictionnaire des femmes de la Commune *(p.19)*

★ Invisibles Chibanis *(p.20)*

prolétaires, un meilleur équilibre entre pays impérialistes et pays dominés, toujours dans le cadre existant. Cela est impossible et désespère la classe ouvrière, les travailleurs de la ville et de la campagne, les travailleurs manuels et intellectuels.

La confusion règne au sein des organisations d'extrême gauche. Les organisations trotskistes utilisent l'électoralisme comme tribune, mais comme elles n'ont pas de stratégie révolutionnaire claire pour la prise du pouvoir, elles développent la théorie de l'accumulation des forces pour déclencher une grève générale. C'est la théorie du grand soir, celle de l'insurrection spontanée. Elle ne s'inscrit pas dans la perspective de la prise du pouvoir par une lutte prolongée, sans lutte sur tous les plans, en commençant par la lutte idéologique liée à la lutte économique, sur le terrain de la lutte des classes, pour organiser l'avant-garde ouvrière, organiser toutes les couches du peuple dans un vaste front dont la force principale doit être la classe ouvrière, le prolétariat et les couches populaires.

L'EXTREME DROITE

L'extrême droite surfe sur la crise et l'incapacité des gouvernements de gauche et de droite à endiguer la crise. S'appuyant sur la colère et le dégoût des masses vis-à-vis de la droite et du gouvernement, l'idéologie fasciste s'insinue dans toutes les couches de la société.

Elle pénètre dans la population en partant d'idées simples, par exemple en reprenant à son compte la déclaration de Rocard au sujet des immigrés «on ne peut accueillir toute la misère du monde», en y ajoutant le slogan «les français d'abord».

La crise provoquant la misère, une partie de la population doit vivre d'expédients, une minorité sombre dans la délinquance ou dans l'addiction à la drogue, à l'alcool. Dans ce contexte de crise, l'insécurité est plus grande, mais la principale insécurité est de se retrouver au chômage et soi-même devoir vivre d'expédients ou même de tomber à son tour dans la délinquance pour survivre. Les médias qui font des Unes sensationnelles n'expliquent jamais ce phénomène sous cet angle.

Le FN surfe sur cette réalité pour désigner les immigrés comme bouc émissaire, ils assimilent la masse des musulmans qui ont le droit de pratiquer leur religion comme les chrétiens ou juifs, etc. aux groupes radicaux ultra minoritaires, alors qu'eux-mêmes ont des liaisons secrètes directes ou indirectes avec les groupes ouvertement fascistes ou néo-nazis. D'autre part, le FN détourne l'attention du véritable ennemi de la classe ouvrière et du peuple : le capitalisme. Il dénonce la finance en général, l'Europe, la mondialisation, cachant qu'à l'époque impérialiste, c'est le capital financier qui dirige toute l'économie, qu'il ne peut y avoir de capital indépendant. Leur fausse dénonciation du capital, la désignation d'un bouc émissaire («hier les juifs, aujourd'hui les arabes») en période de crise, la lutte contre les autres partis bourgeois montrent qu'ils ne sont pas si éloignés de leurs prédécesseurs d'avant-guerre. Ils ne sont pas au pouvoir mais ils y aspirent seuls ou avec des alliés. Ils arrivent comme leurs aînés à tromper les masses. D'autant que les autres partis bourgeois reprennent leurs thèses, leur préparant le terrain.

LUTTER CONTRE LES PARTIS BOURGEOIS ET LE FASCISME

La droite et la gauche reprennent à leur compte les propos sur les immigrés, sur la délinquance, sur le terrorisme, sur l'insécurité et mettent en place un système de plus en plus sophistiqué de surveillance, de contrôle général de la population. Ils enfoncent ainsi le clou dans la tête d'une partie de la population, qui constate que la droite et la gauche, c'est la même chose. Les dernières manifestations contre l'écotaxe, celle des lycéens dernièrement, les nombreuses luttes des ouvriers et employés contre les licenciements, contre l'ANI, contre les retraites, les impôts, etc., montrent la détermination des travailleurs à ne pas se laisser berner par la droite ou la gauche qui ont peur de la contestation populaire sur laquelle tente de surfer le FN. En même temps, les groupes fascistes et néo-nazis se radicalisent.

De son côté, le Front de Gauche sème les illusions sur la possibilité de changement pacifique, au point d'organiser une manifestation sectaire à Carhaix et ne pas participer à celle de Quimper là où était les masses. Mais cela n'a rien d'étonnant de la part du Front de Gauche, qui ne mène pas la lutte pour un véritable front révolutionnaire. Les critiques ont été nombreuses de la part de la base de la CGT (voir page 6). Le Front de Gauche a montré son vrai visage, un front opposé à la révolte populaire, opposé à la violence des masses contre les oppresseurs, laissant la possibilité aux fascistes de se présenter comme le seul «front populaire». Cette politique suicidaire des partis de gauche et des dirigeants syndicaux de la CGT laisse le champ libre au FN et aux groupes fascistes.

POUR UN FRONT REVOLUTIONNAIRE ANTICAPITALISTE/ANTIFASCISTE ET POPULAIRE

Un front véritablement révolutionnaire, aujourd'hui, doit lutter sur deux fronts : contre les partis bourgeois et contre le fascisme, ultime recours du capital financier pour s'opposer à la volonté de changement véritable de la majorité contre la dictature économique et politique de la classe dirigeante, la bourgeoisie impérialiste.

Les réformistes freinent des quatre fers pour endiguer la révolution et la dévier vers un changement de gouvernement «plus à gauche», calmer la colère du peuple, qui ne fait que renforcer les positions des fascistes au sein des masses exaspérées d'avoir été écrasées par la droite et trompées par la gauche. La masse des abstentionnistes reflète cet état d'esprit, tout comme une partie du vote FN.

L'idéologie du fascisme s'insinue, progresse, pas seulement dans les sphères les plus réactionnaires de la bourgeoisie ou parmi une partie des petits commerçants et artisans écrasés par les impôts et confrontés à la concurrence des grandes surfaces. La pénétration absolue du capital financier dans le monde agricole (par le biais du Crédit Agricole notamment), la pression sur les prix pour réaliser plus de profit pour les grandes surfaces, les vols de fourrages et matériels agricoles, la dépendance vis-à-vis des coopératives, de la PAC qui ne bénéficie qu'aux gros exploitants (économie d'échelle), ont permis au FN de pénétrer le monde paysan, politiquement à droite ou à gauche suivant les régions.

Il s'agit donc de combattre aussi le réformisme, montrer la vacuité des propositions du Front de Gauche, le manque se stratégie de ce Front et des partis qui le composent tout comme la démagogie sans perspective ni stratégie révolutionnaire des trotskistes et l'idéalisme petit bourgeois de type anarchisant.

Le Front dont nous avons besoin est révolutionnaire et populaire. Il doit lutter pour reconstruire le camp du peuple, en indépendance des partis bourgeois, réformistes et opportunistes. Il doit combattre les réactionnaires, les fascistes. Il doit faire la différence entre celles et ceux qui trompent les gens par de faux discours (réforme pacifique du système, «capitalisme à visage humain», discours «anti-système», conspirationnisme, division du peuple entre «français et immigrés») et celles et ceux qui sont trompéEs par ces discours, se rabattant vers le vote Front National faute d'une stratégie révolutionnaire portée par un pôle révolutionnaire suffisamment développé.

Le Front Révolutionnaire Anticapitaliste/ Antifasciste et Populaire doit permettre de renforcer ce pôle et d'unir en son sein toutes celles et ceux qui prennent conscience qu'il est nécessaire de renverser le système pour que le progrès général ne soit pas basé sur l'exploitation et la domination au bénéfice d'une poignée mais au bénéfice de l'ensemble des travailleurs et travailleuses. C'est pourquoi, nous devons être présents partout où la révolte ouvrière et populaire se développe et devons aider ces luttes à aller de l'avant.

Développons la colère vers la révolte puis la révolution !

PSA : les graines de la grève fleuriront !

Le 25 Octobre 2013, PSA communique sur la dernière voiture produite à Aulnay. Les médias sont là. Mais cela se retourne contre la direction de PSA. Une manif de 120 personnes se dirige vers la porte 1 et les grévistes en profitent pour s'exprimer publiquement devant les médias. Ils affirment d'ailleurs que ce n'est qu'un coup de com' de la direction, que ce n'est pas réellement la dernière voiture à sortir de la chaîne.

Après une lutte pour la sauvegarde de l'emploi perdue par les ouvriers et ouvrières d'Aulnay, ce sont 2711 personnes qui se retrouvent sur le carreau. Sur ces 2711 licenciés d'Aulnay, 650 sont reclassés en interne (Poissy, etc.), 700 en externe, 100 travaillent ailleurs en intérim, le reste est à pôle emploi.

Mais en juillet 2012, ce n'est pas 2711 suppressions d'emploi que la direction de PSA avait annoncé dans son plan de restructuration mais 11200 ! C'est ainsi qu'en octobre dernier, la direction a proposé un «nouveau contrat social» (sic !) qui est en réalité un «accord compétitivité». La CFTC, FO, la CFE-CGC et le syndicat maison SIA ont signé. Seules la CGT et la CFDT s'y sont opposées. Par cet accord, la direction «s'engage» à ne pas fermer de site en France jusqu'en 2016 mais ne promet pas de conserver tous les emplois (l'objectif infâme des 11200 suppressions d'emploi est toujours à remplir par PSA). Pour les ouvriers et ouvrières, cet accord signifie gel des augmentations, réduction des primes, mobilité, réductions ou augmentations de temps de travail contraintes, flexibilité imposée des horaires imposées, RTT à date imposée, heures supplémentaires mois bien payées (25 % au lieu de 45 %), etc.

Mais souvenons-nous de l'usine Continental de Clairoix où le même genre d'accord avait été signé et où l'usine avait finalement fermé… Il est impossible de faire confiance à un patron dont le seul souci est la recherche du profit maximum en un temps minimum. Les syndicats qui ont signé cet accord sont des traîtres et des vendeurs d'ouvriers !

Les conditions de travail sont déjà dures, cet accord ne va faire que les aggraver. A Poissy, les ouvriers venus d'Aulnay sont dégoutés des conditions, qui étaient un peu meilleure à Aulnay grâce aux luttes que les travailleurs et travailleuses avaient menées.

Maintenant, les menaces pèsent sur les autres usines du groupe :

A Poissy et Mulhouse, une chaîne risque d'être supprimée

★ A Rennes après la suppression de près de 1500 postes déguisée en «départs volontaires», une nouvelle fournée de licenciements est programmée

★ A La Garenne, ils préparent les ouvriers à la fermeture d'un bâtiment qui devrait être transféré vers Vélizy-Villacoublay

★ L'usine de Saint-Ouen est dans le collimateur et les ouvriers et les ouvrières sont préoccupéEs par l'avenir de l'usine

★ A Sochaux, on est sûr de rien. En quelques dizaines d'années les effectifs sont passés de 42 000 à 12 000

★ A Poissy, pour celles et ceux qui partent au turbin de Villepinte, le bus est à prendre à 3 h 45. A ce rythme, difficile de tenir sans péter les plombs.

★ Les déplacéEs en interne n'ont eu qu'un mois pour accepter d'être déplacéEs dans une zone déterminée : Vesoul, Sochaux, Mulhouse.

★ Pendant ce temps-là, Varin, le PDG de PSA, ainsi que les 5 autres dirigeants du groupe, avait annoncé en novembre dernier qu'ils toucheraient au total 70 million de retraite chapeau, dont 21 million pour Varin ! ! ! Sous la pression, il y a finalement renoncé. La CGT d'Aulnay réclamait que les 70 millions soient reversés à l'ensemble des salariés du groupe, soit 1200€ de prime. Il n'en a rien été, bien évidemment…

Malgré la défaite, la lutte à PSA a semé des graines de révolte et a provoqué des prises de conscience. La défaite n'est pas absolue, la classe ouvrière a relevé la tête et a commencé à reprendre ses affaires en main. Arrosons les graines semées par la grève de PSA pour que les luttes ouvrières fleurissent à nouveau !



A Goodyear, la lutte continue !



Depuis le lundi 6 janvier, les ouvrier-es de l'usine Goodyear d'Amiens ont durci la lutte qui les oppose à un plan de licenciement en séquestrant leurs patrons. Durant deux jours, le directeur de la production Michel Dheilly et le directeur des ressources humaines Bernard Glesser ont été retenus dans l'usine. Leur libération n'a tenu qu'à une intervention policière.

Les travailleurs et travailleuses de Goodyear ne réclament qu'une chose, c'est un minimum de dignité et de compensation face à l'hécatombe que leur impose le patronat avec l'aide du gouvernement «socialiste».

La direction du groupe Goodyear en appel au scandale, condamne la violence et va bien sûr tenter de criminaliser la lutte des ouvrier-es, d'expliquer qu'il faut savoir être raisonnable et que baisser la tête serait plus profitable, elle prévoit même de porter plainte suite à l'enfermement des deux directeurs.

Pour nous, au contraire, la lutte des travailleur-es de Goodyear est légitime et la séquestration des patrons est une pratique tout à fait normale. La violence n'est pas du côté de la classe ouvrière mais bien du patronat et du gouvernement. Le crime, c'est de jeter 1100 travailleur-es à la rue. C'est de condamner au chômage et à la précarité autant de familles. Mais cela, bien sûr, les patrons s'en moquent bien. Pour eux, les licenciement ne signifient aucunement la galère. Au contraire, jeter des ouvriers à la rue est synonyme de profits accrus et de lendemains qui chantent.

Dans cette affaire, le gouvernement nous montre une fois de plus dans quel camp il se trouve, c'est à dire dans celui de la bourgeoisie. Montebourg qui se glorifiait d'avoir trouvé des repreneurs pour l'usine Goodyear d'Amiens n'a fait que mentir aux ouvrier-es. Il n'a su servir que de soupape pour éviter que l'explosion de la colère légitime des travailleur-es ait lieu plus tôt et donc permettre aux patrons de préparer leur plan social en toute tranquilité. Et au moment où les ouvrier-es commencent à lutter, il envoit les flics pour libérer deux directeurs. Le bien être des boureois exploiteurs est plus important aux yeux du gouvernement que le licenciement de 1100 travailleurs et travailleuses avec ce que cela comporte comme drame humain. Nous voyons une fois de plus que l'appareil d'Etat n'est pas neutre, bien au contraire. C'est un outil d'oppression d'une classe sur une autre et le PS qui gère cet Etat a bien compris son rôle : PROTEGER LES INTERETS DE LA BOURGEOISIE CONTRE LA COLERE LEGITIME DE LA CLASSE OUVRIERE !

Nous apportons tout notre soutien aux ouvrier-es de l'usine Goodyear d'Amiens et cela quelle que soit la forme de lutte qu'ils/elles décident de mettre en oeuvre. Nous sommes dans le camp de la classe ouvrière et considérons que la violence est légitime pour lutter contre le patronat. Il ne peut y avoir d'équivalence entre la juste lutte des travailleur-es contre l'exploitation et les pratiques patronales. La violence des opprimés est juste, celle des bourgeois ne l'est pas. Quand les ouvriers séquestrent leurs patrons ils/elles ont raison ; quand les patrons licencient, ils condamnent à la misère des familles et ruinent des régions entières.

A Goodyear comme ailleurs, la lutte continue contre l'exploitation et les licenciements.

CONTRE LE PATRONNAT, ORGANISONS LE PROLETARIAT !

SOLIDARITE AVEC LES OUVRIER-ES EN LUTTE !

ON A RAISON DE SEQUESTRER LES PATRONS !

OSEZ LUTTER, OSEZ VAINCRE !



Retour sur la lutte en Bretagne

Juste après la manifestation des Bonnets Rouges de Quimper, un Camarade Breton nous avait envoyé ce texte qui reflète une analyse partagée par une partie de la base du mouvement.

A l'automne dernier, le gouvernement a tenté d'imposer en Bretagne ce que le gouvernement Sarkozy avait commencé de mettre en place, à savoir une taxe routière avec un faux prétexte écologique, du doux nom d' «écotaxe». Cette taxe consiste à faire payer les camions de marchandises sur les axes routiers.

Il faut savoir qu'en Bretagne, lors de son rattachement à la France par l'Edit de Nantes, la gratuité de circulation, mais aussi la promesse de ne jamais recruter les bretons dans l'armée française, était un fait bien établi. Ainsi, jusqu'à ce jour, aucun péage n'existe dans cette région où avoir une voiture est une nécessité pour se déplacer d'un endroit à un autre. C'est cette liberté de déplacement que l'Etat vient d'attaquer, mais aussi l'économie de la région, mettant en péril tous les secteurs de l'agroalimentaire, principale ressource de la Bretagne. Ainsi plus de 8 000 licenciements sont en cours depuis fin 2013, et c'est un nombre incalculable qui est prévu dans tous les secteurs travaillant de façon directe ou indirecte avec l'agro.

Un camarade routier nous faisait part par exemple, que si l'écotaxe se mettait en place, un aller-retour Brest-Paris, lui coûterait l'équivalent de 3 voyages ! Les conséquences sont simples et ne demandent pas d'être sortis de l'ENA : transport + cher, denrées + chères et donc alimentation inaccessible financièrement par la population, à commencer par la population bretonne, dont le salaire est plus bas qu'à Paris.

C'est tout un système de violences sociales que l'Etat met en place pour paupériser un peu plus la population au profit du grand patronat, surtout quand on apprend que les portiques Ecotaxes seront gérés par des sociétés privés appartenant à des groupes comme Benetton, sur le même modèle que les péages autoroutiers.

Ce sont plus de 30 000 personnes en colère qui ont manifesté à Quimper. Nous ne nous leurrons pas que cette révolte des Bonnets Rouges sert aussi un petit patronat qui pense surtout à ses petits profits et se moque de ses salariés. Le Groupe Doux, tout comme GAD, n'a pas attendu les portiques pour licencier en masse leurs salariés !



Cette révolte des Bonnets Rouges peut être l'élément déclencheur d'un mouvement plus important, au-delà des frontières bretonnes, symbolisant la lutte contre l'oppression d'un Paris bureaucratique et financier ne pensant qu'à exploiter aux ordres du grand patronat. N'oublions pas que la plupart des révolutions n'ont pas démarré là où on les attendait : le Potemkine en Russie, le jeune vendeur tunisien s'immolant par le feu…

Ne laissons pas la lutte du peuple être spoliée par le patronat et l'extrême-droite, ni par un «Parti de Gauche» qui ne comprend rien aux réalités de nous autres «pauvres petits provinciaux», et qui sont là pour casser le mouvement.

Et si il faut passer par un retour à l'autonomie voire l'Indépendance de la Bretagne pour nous couper définitivement du capitalisme et instaurer un véritable Socialisme, et bien soit ! Quand un membre est gangrené, il ne faut pas hésiter à l'amputer !

Vive les Bonnets Rouges ! Vive la Révolte du Peuple Breton et des peuples ! Vive la libre détermination des travailleurs à être maîtres de leur destin !

Torreben

Lettre ouverte au secrétaire CGT régional de Bretagne et à la secrétaire CGT générale départementale du Finistère

Brest le 04 novembre 2013.

Mr le secrétaire général de Bretagne, Thierry Gourlay.

Aujourd'hui, le syndicat CGT de Damen Brest vous lance un coup de gueule, qui ressemble beaucoup à un cri d'alerte, suite au communiqué pour l'appelle a manifester son mécontentement à Carhaix le 2 novembre.

Tout d'abord, sachez que votre manifestation pour nous et nos syndiqués est une grande mascarade et que bien sûr personne ne s'est déplacé à celle-ci. Il nous a paru plus que lamentable d'apprendre l'existence de ce rassemblement sur Carhaix par voie de presse avant toute forme de communication interne à la Cgt. L'opinion et la voie de vos syndicats et syndiqués ne vous intéresse-t-elle plus ? Somme-nous juste là pour financer votre grande confédération ? Mais ce n'était pas le pire, votre communiqué arrivant avec 2 jours de retards et de surcroit un vendredi février à 22h30 et daté du même jour, soit le 1er novembre, quelques heures avant la manifestation. Devons-nous passer la nuit à prévenir tout le monde de vos intentions ?

Sachez que votre contre-manifestation est très mal venue et mal comprise. Il est bien bas de votre part de créer une manifestation pour l'emploi en marge d'une autre manifestation pour l'emploi et de surcroit dans la ville Carhaix, ville de l'organisateur de celle de quimper. Faites-vous de la politique ou du syndicalisme, ou alors faites-vous le jeu de certains élus politiques.

Vous avez le droit de ne pas vouloir manifester auprès de la FNSEA et du MEDEFF, mais vous n'aviez pas le droit de séparer les manifestants pour qui le choix du lieu a été très dur, quitte à ne pas se déplacer du tout. Pour la CGT Damen, vous n'aviez pas le droit non plus de manifester auprès du front de gauche qui se permet de traiter le peuple breton de nigaud, esclave, ect, ni auprès des

verts qui défendent un projet ECOTAXE sans en connaitre les termes du contrat qui parait bien juteux pour le grand patronat. Une manif pour l'emploi un autre weekend aurait été mieux perçue et aurait permis de maintenir une pression constante sur le gouvernement.

N'avez-vous toujours pas compris qu'une force unitaire est bien plus efficace que la division. Diviser pour mieux régner n'est-elle pas ce que l'on combat en temps normal.

OUI, VOUS AURIEZ DE L'ETRE À QUIMPER AVEC TOUT LE MONDE.

OUI ? VOUS AURIEZ DU FAIRE PASSER VOTRE MESSAGE A LA FOULE.

OUI ? VOUS AURIEZ DU PRENDRE LA TETE DU COTEGE POUR COUPER L'HERBBE SOUS LE PIED DU MEDEFF ET DE CES MEGALOS DE LA FNSEA.

Mais non vous avez préféré jouer petit et tout seul avec des groupes qui ont beaucoup à se reprocher ses derniers temps.

Les conséquences de vos actes sont graves et ont des répercussions directes sur la CGT et sur les syndicats. Aujourd'hui dans mon entreprise, mais pas que, nous avons du gérer ce qui pouvait se passer de pire, une entreprise ou vous avez un taux de syndicalisation les plus haut du Finistère, une entreprise qui a fait la fierté de la CGT pendant le conflit de la réparation navale civile de 2012. Fierté de la CGT, mais pas la vôtre qui complotait derrière notre dos avec la CFE-CGC et votre confédération Cgt manipulée. Aujourd'hui, il a fallu convaincre les élus CGT de l'entreprise de conserver leur carte d'adhésion et bon nombre de syndiqués aussi. Le syndicat dans la boite est la première priorité pour faire face au patronat. Mais si vous casser tout en divisant les gens, vous serez bientôt bien seul car nous n'hésiterons pas à chercher une nouvelle étiquette.

En passant, je transmets des questions qui viennent de la Cgt d'en bas, celle que vous ne consultez plus. Qu'as fait la Cgt contre l'ANI ? RIEN. Qu'as fait la Cgt contre les retraites ? RIEN. ET TOUJOURS RIEN DEPUIS UN AN. Et aujourd'hui vous nous dites de faire cavalier seul, alors que toute la Bretagne appelle au rassemblement…. Nous restons sans voix devant votre incompétence. Nous étions heureux de vous voir quitter l'UD du Finistère et non étions inquiet de vous voir arriver à la région et nous avions raison.

FINI LA LANGUE DE BOIS ! ! ! ! ! Vous êtes trop éloigné du monde de l'entreprise et de l'industrie, votre poste de permanent qui se succède d'année en année vous transforme plus en politique qu'en syndicaliste. Et doit on le rappeler La CGT est un syndicat à la base d'employé et d'ouvrier.

Regardez, nous sommes la risée des réseaux sociaux et de la presse comme par exemple http://www.rue89.com/2013/11/04/front-gauche-eelv-etes-coupes-bretagne-247208.

Nous attendons de vous, un ressaisissement rapide et un moyen de réintégrer la lutte unitaire car sans quoi, à terme la Cgt ne sera plus représentatif sur le territoire bretons comme l'ai actuellement le front de gauche, grâce au propos de Mr Mélenchon sur un article paru dans le point et toujours présent sur son blog.

Ce courrier sera distribué par mail mais aussi sur les réseaux sociaux, pour que les gens sachent que tous a la Cgt ne pensent pas comme vous.

Section CGT DAMEN

Publié sur bretagne-info.org

Sur le mouvement étdiant à Montpellier

A Montpellier cette année a eu lieu un important mouvement étudiant, non par sa taille somme toute modeste mais parce qu'en cette période de crise générale du capitalisme et de mesures d'austérité, tout mouvement ébranlant le consensus ambiant dans cette forteresse de la classe moyenne est un pas en avant.

Ce mouvement fait suite à une longue période d'information pratiquée par des militant-e-s étudiant-e-s durant l'année 2012-2013 qui a permis de diffuser largement les informations concernant la vraie nature des réformes que l'administration tente de faire passer discrètement. Aux conséquences de la loi LRU 2 se faisant sentir, s'ajoute maintenant la loi Fioraso. Les conséquences sont désastreuses : précarisation des personnels, fermeture de filières, tirage au sort à l'inscription et autres…

Suite à cette période de préparation et à un odieux mail de la présidence, des AGs plus nombreuses ont eu lieu, permettant de lancer un comité de mobilisation efficace. Le blocage de l'université puis des actions sur des cibles économiques (péage gratuit…) ont eu lieu, entrecoupées de manifestations, de réunions et d'agitation sur le campus. Le mouvement s'est ainsi intensifié en novembre avant de s'essouffler à la fin de l'année 2013 avec la période des fêtes et des tensions naturelles existant au sein de la mobilisation.

Notre propos ici n'est pas néanmoins de faire l'éloge de «l'université d'avant» fantasmée par les républicains, où chacun «aurait sa chance» pour devenir fonctionnaire ou chercheur. Déjà parce que le modèle keynésien porté par la gauche est mort depuis quarante ans, conduisant ainsi les mouvements sociaux à des défaites annoncées. Nous ne voulons pas reconstruire une fac formant les cadres de l'Etat bourgeois, nous voulons bâtir une structure radicalement différente, au service des classes populaires, dans le cadre d'un projet révolutionnaire.

Pour nous, un mouvement étudiant est l'occasion de politiser sur des bases radicales une partie des étudiant-e-s qui de toute façon sont en voie de déclassement : dans une situation de décomposition du système capitaliste et donc de surqualification à l'embauche, un master en sociologie ou une licence en psychologie mène souvent au chantier ou à des petits boulots. De plus, les facs bloquées constituent de bonnes bases pour les mobilisations, permettant pendant les mouvements d'ampleur comme le CPE ou la réforme des retraites de libérer du temps et de l'espace pour aider les prolétaires en grève, participant à la convergence des luttes.

Reste à travailler patiemment à la construction d'un large front de lutte étudiant sur des bases de classe et non de statut universitaire, permettant de dépasser l'économisme des syndicats !

Correspondant CdP Herault

Foyer CARA : un logement pour tous !

Tract diffusé lors du rassemblement de vant la Mairie de Saint-Ouen le 29 janvier 2014

Face aux expulsions en plein hiver de résidents du Foyer de Jeunes Travailleurs CARA de Saint Ouen, les résidents se sont mobilisés.

Peut-être que la Mairie pensait qu'elle pouvait faire ce qu'elle voulait, au grand mépris des jeunes étudiants et travailleurs de ce foyer, mais la mobilisation leur a prouvé le contraire !

Les résidents ont déjà obtenu de la part du Directeur l'arrêt des expulsions, ce qui montre que lorsqu'on s'organise, qu'on se bat, qu'on est uni et solidaire, on peut faire reculer les institutions !

Mais la lutte n'est pas finie. Les expulsions ne sont que l'urgence à régler. Ce qui se cache derrière, c'est la fermeture du Foyer dans les prochains mois.

En ce moment, Saint Ouen se transforme. Le nouveau quartier des Docks se construit et le Foyer CARA en fait partie. Mais qui pourra acheter un logement dans ce nouveau quartier ? Clairement, le nouveau quartier des Docks n'est pas pour les jeunes et les ouvriers de Saint Ouen mais pour le «Grand Paris».

En gros, avec les promoteurs immobiliers qui cherchent tous à s'emparer du marché juteux de Saint Ouen, c'est encore une fois «chasser les pauvres pour faire place aux riches».

La bataille qui s'engage maintenant, en pleine période électorale pour les Municipales, c'est la question du relogement pour TOUS les résidents ! La Mairie doit apporter satisfaction aux revendications du Collectif d'Action des Résidents du CARA :

- des informations officielles sur la fermeture du Foyer

- la réintégration des expulsés

- l'arrêt des expulsions

- le relogement de tous les résidents

La situation du logement en région parisienne est très difficile pour les jeunes et les travailleurs.

Beaucoup sont isolés face à leur problème de logement. Cette lutte montre qu'il faut briser l'isolement et s'organiser. Chacun dans son coin, il est impossible d'avancer ; unis et solidaires, il est possible de gagner !

En plus, la lutte des résidents du CARA fait écho avec celles menées par plusieurs autres collectifs dans le 93, dont : les Baras et les Sorins de Montreuil-Bagnolet ; plusieurs foyers de travailleurs migrants (dont un à Saint Ouen) ; le collectif 17-19 rue Jules Vallès de Saint Ouen ; etc. Une manifestation devant la préfecture de Bobigny a d'ailleurs eu lieu aujourd'hui rassemblant plus de 15 Collectifs en lutte du 93 pour le logement.

N'oublions pas qu'il y a plus de 320 000 logements vides en région parisienne et entre 2, 5 et 3, 5 millions sur toute la France !

Pour la satisfaction des revendications du Collectif d'Action des Résidents du CARA !

Des logements il y en a, il en faut pour le CARA !

Front Révolutionnaire Anticapitaliste/ Antifasciste et Populaire

Pas d'expulsion au Foyer CARA ! Relogement pour tous !

Voici le dernier tract du collectif d'Action des Résidents du CARA

Depuis le 23 janvier, les résidents du foyer de jeunes travailleurs CARA de Saint-Ouen sont entrés en résistance en s'organisant dans le Collectif Action des Résidents du CARA.

Le foyer a été vendu à des promoteurs et doit être livré vide. Ce n'est que suite à notre mobilisation que nous avons pu obtenir l'information de la part de mairie sur la fermeture du foyer fin juin ! Notre mobilisation fait suite à des lettres d'expulsions envoyées à plusieurs d'entre nous en plein hiver. Certains d'entre nous sont déjà à la rue. Ces expulsions sont illégales et tout simplement inadmissibles !

Face à cette situation, nous avons décidé de relever la tête et de nous battre. Nous nous sommes adressés aux Audoniens et avons déjà obtenu un large soutien de leur part.

Après plusieurs appels et mails, ce n'est que suite à notre manifestation devant la mairie, le 29 janvier, que nous avons été reçus. Notre délégation demandait la satisfaction de nos revendications, à savoir :

Des informations et des garanties sur le devenir des résidents,

★ La réintégration immédiate des résidents expulsés de manière illégale et arrêt des expulsions,

★ Le maintien du foyer ouvert jusqu'à ce qu'une solution qui convienne à chacun soit trouvée.

Aucune réponse n'est apportée à nos revendications. Nous n'attendions pas grand-chose de cette première rencontre mais, grâce à notre mobilisation et au soutien de la population, nous avons obtenu que la mairie accepte de nous considérer comme des interlocuteurs.

Le Collectif Action des Résidents du CARA a demandé à intervenir lors du conseil municipal du lundi 3 février pour évoquer le devenir des résidents. Nous appelons nos soutiens à se joindre à notre rassemblement ce lundi à 17h30 devant la mairie de Saint Ouen. Nous allons continuer à défendre nos revendications.

Nous voulons un avenir qui assure notre dignité. Un toit, c'est un droit !

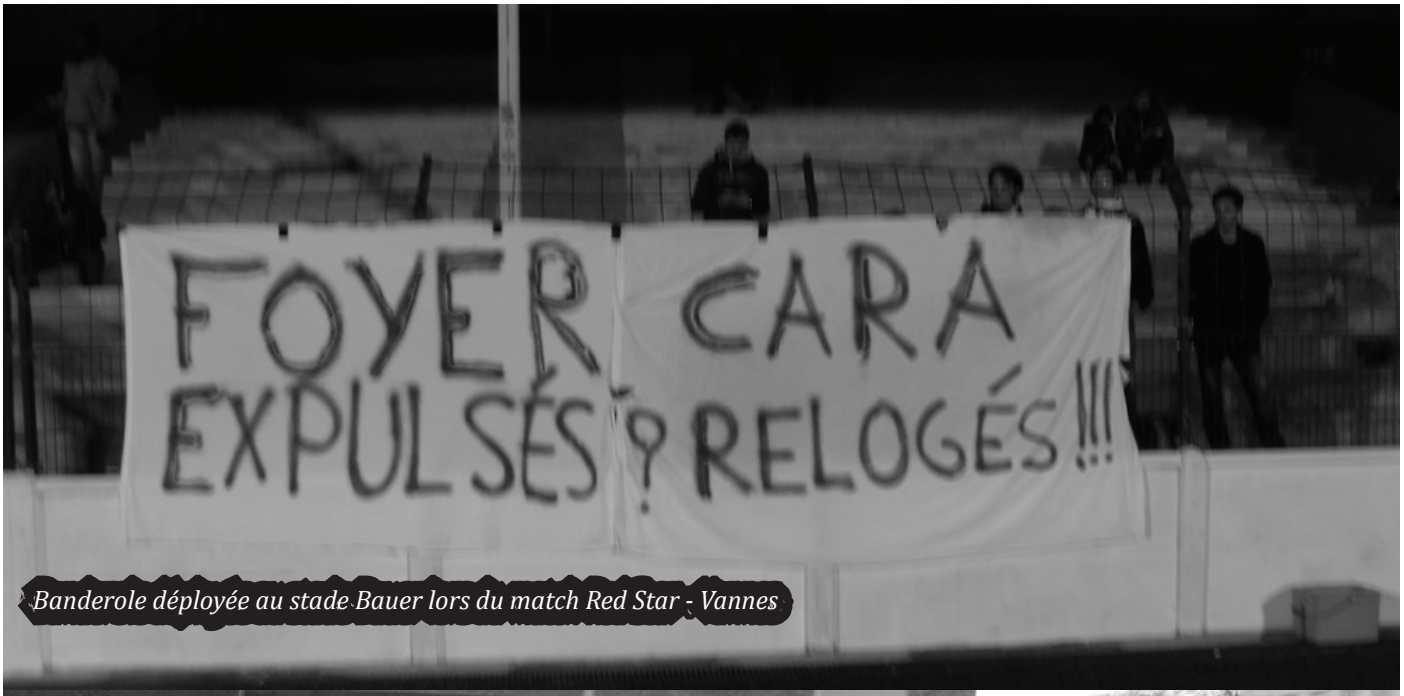
Nous refusons d'être jetés à la rue comme si nous n'étions que des numéros de chambre !

Des logements il y en a, il en faut pour le CARA !

Rassemblement lundi 3 février 2014

Devant la mairie de Saint Ouen à 17h30

resistancecara@gmail.com
Collectif Action des Résidents du CARA



Banderole déployée au stade Bauer lors du match Red Star - Vannes



Avant le départ en manif



Deuxième réunion de négociation avec la Mairie, l'OPHLM de Saint-Ouen et la direction du Foyer

Montpellier : Violence fasciste en marge de la manif pour tous

Ce dimanche 15 décembre, une manifestation homophobe était organisée à Montpellier, ville connue pour l'attitude «gay friendly» de l'élite socialiste locale dirigeant la ville. Y étaient présents non seulement quelques cathos traditionalistes, mais aussi des membres du syndicat étudiant UNI proche de l'UMP et des fascistes locaux de la Ligue du midi. En somme, toutes les forces réactionnaires de la région qui arrivèrent difficilement à rassembler 400 personnes pour un cortège poussif et coupé de la population.

Plusieurs actions de protestations furent organisées pour répliquer à cette vermine. Un rassemblement appelé par le collectif antifasciste 34 rassembla une petite centaine de personnes sur la place de la Comédie où devait se finir la manifestation des réacs, alors qu'à un autre endroit, des militantes d'un collectif féministe autonome ainsi que leurs sympathisants déployaient pacifiquement des banderoles sur un parking en hauteur pour un happening festif. Pendant celui ci, une dizaine de fascistes de la Ligue du midi armés de chaines, de barres de fer et de coups de poings américains déboulèrent derrière les militant-e-s, se faisant passer pour des policiers : ils les agressèrent sauvagement, en conduisant 4 à l'hôpital (toutes et tous sont sortis le lendemain heureusement). Du matériel fut aussi volé.

On le voit, les fascistes identitaires prétendent être du côté du peuple et «lutter contre l'insécurité», alors qu'ils agressent lâchement, volent et servent de milice aux mouvements de la bourgeoisie. Bien sûr la police n'a pas arrêté un seul d'entre eux, les laissant partir tranquillement… Alors qu'un mineur coupable de «jet d'œuf» fut brutalement interpellé par la BAC. Deux poids, deux mesures, le système sait qui est avec ou contre lui !

Sans faire confiance à la justice de classe qui couvre les crimes des fascistes, il faut lutter par tous les moyens contre cette vermine qui progresse sur les divisions au sein du peuple. La social-démocratie couvre leurs agissements, elle participe aux expulsions de prolétaires, de sans-papiers, à la répression de la résistance populaire. Il n'y a aucune illusion à se faire sur ces traîtres. Seule l'unité de classe dans un front révolutionnaire solide permet de lutter contre la montée du fascisme et les violences qu'elle engendre.

Correspondance Hérault de la Cause du Peuple



Les militantEs féministes avant l'agression des fascistes

Attaque fasciste à Clermont Ferrand

Le samedi 30 novembre, aux alentours de 21h30, une dizaine de fascistes armés de bombes lacrymogènes et de battes de baseball ont attaqué 3 antifascistes alors que ces derniers marchaient dans le centre ville, à Ballainvilliers. Ils s'en sont pris particulièrement à l'un d'entre eux, militant maoïste de l'Organisation Communiste Futur Rouge, le lynchant à coups de batte de baseball alors que celui-ci était au sol. Emmené au CHU, notre camarade s'en sort sans trop de mal, grâce à ses réflexes, et sans jour d'ITT.

Depuis quelques semaines les groupes fasciste de Clermont-Ferrand accentuent leurs activités, multipliant les tags fascistes et anti-communistes ainsi que les descentes en centre ville.

Cette recrudescence des activités fascistes est liée à notre renforcement. Ils s'attaquent de façon ciblée à nos militants (menaces nominatives taguées suivies de cette agression). Face à la crise du capitalisme, la bourgeoisie utilise les bandes armées fascistes pour tenter de terroriser celles et ceux qui s'opposent à sa dictature. Ces nervis des capitalistes ne nous détourneront pas de notre objectif : le renforcement de la conscience et de l'organisation du prolétariat, la constitution d'une organisation communiste capable de porter des coups à la bourgeoisie à Clermont Ferrand.

Ce dont nous avons besoin à Clermont, c'est, contre la répression fasciste, de solidarité à la base et dans l'action. Que tou-te-s celles et ceux qui sont attaqué-e-s par eux se serrent les coudes et s'organisent. Contre les fascistes, osons lutter, osons vaincre !

OCFR/PCMF



Chronique d'une lutte antifasciste à Clermont-Ferrand

L'ouverture du local de campagne du Front National devait avoir lieu le lundi 28 octobre. Pour contrer cette dernière, un rassemblement antifasciste se tenait place Delille le même jour. Face à la mobilisation et à diverses actions ayant eu lieu, le FN a décidé de reporter son inauguration au lendemain, sans l'anoncer cette fois.

C'est donc le mardi 29 que leur fète puante a eu lieu. Les habitants et les habitantes du quartier de la gare ont pu voire leurs rues envahies par des troupeaux de flics, venus protéger l'évenement.

Le FN est un parti qui s'auto-proclame proche du peuple, mais il a besoin de chiens de gardes policiers pour assurer le bon déroulement de l'inauguration de son local.

L'extrême droite ne doit pas se sentir chez elle dans nos rues, sa présence même est une insulte aux habitants du quartier de la gare. De même, nous ne pouvons plus laisser oeuvrer l'Etat raciste qui expulse les immigré-e-s et dont la police tabasse au faciès. Notre ville est populaire et métissée et la classe ouvrière qui la peuple a derière elle une histoire de lutte et de résistance aux idées fascistes.

Face à l'installation du Front National, les communistes ont mené campagne. Notre quartier est populaire et sait faire face aux fascistes tout comme aux flics. Pour preuve le dimanche 17 novembre, les habitants se sont confrontés à la police qui effectuait une décente avenue Charras.

Nous avons multiplié les diffusions de tracts, les collages d'affiches, les discutions, la mobilisation et d'autres formes de lutte pour chasser le FN hors de nos rues.

C'est le mardi 19 Novembre que le «rassemblement» Bleu Marine a annoncé aux médias qu'il prennait la décision de quitter son local de campagne. Pour se justifier, ils parlent de «vandalisme» et cherchent à se montrer en victime. Les gémissements d'Antoine Rechagneux, le candidat FN aux municipales, peinent à cacher le désastre de leur tentative d'implantation. Toute personne sensée comprendra que c'est l'hostilité et la pression populaire qui les a éjectés du quartier.

Le FN est du côté de la bourgeoisie et c'est pour cela qu'il a peur de la colère des classes populaires.

Cette victoire montre que la lutte antifasciste ne se mène pas par des aliances de sommet ou par un lobbying pleurnichard auprès des préfectures de police. Faire reculer l'extrême droite ne peut passer que par un travail de masse. La meilleure défense face aux réactionnaires, c'est la mobilisation des classes populaires. A celles et ceux qui voudraient nous faire croire que la lutte passe par le vote «utile», nous répondons qu'ils et elles ne cherchent qu'à berner le peuple pour defendre leurs intérêts, ceux de la bourgeoisie.

Le PS voudrait se poser comme alternative à la monté du Front National. Mais ne soyons pas dupes, la politique que défend ce parti qui est aujourd'hui au pouvoir est raciste, réactionnaire et profondément anti ouvrière.

La seule alternative au FN et au capitalisme, c'est de développer le parti dont la classe ouvrière a besoin, un parti communiste guidé par l'idéologie marxiste-léniniste-maoïste. La seule alternative, c'est de mener la lutte sur le front antifasciste en développant le FRAP partout où cela est possible.

DERRIERE LE FN SE CACHE LA BOURGEOISIE !

VIVE LA RESISTANCE ANTIFASCISTE ET POPULAIRE !

OSONS LUTTER OSONS VAINCRE !





En +

Parce que des victoires comme celles là, même limitées, ça fait toujours plaisir, allez jeter un oeil sur le reportage de France 3 sur la fermeture du local FN à Clermont-Ferrand : http://dai.ly/x17ep09

Manif antifasciste à Tours

Ce lundi 11 novembre, 400 personnes ont porté la voix de l'antifascisme à Tours, contre les fascistes de Vox Populi qui organisaient leur 4ème «Marche de la fierté tourangelle» rassemblant entre 60 et 80 personnes. Une manifestation organisée par le récent Collectif Antifasciste Tourangeau.

A l'avant du cortège, de nombreux jeunes, porteurs de la dynamique, font résonner les slogans : «Pas de fachos dans nos quartiers, pas de quartier pour les fachos !», «Les fachos à la Loire, les prolos au pouvoir !», Derrière le fascisme se cache le Capital, la lutte antifasciste est internationale !», «Qu'elles soient de droite ou socialistes, à bas toutes les loirs racistes !» et l'hommage «Clément on t'oublies pas ! Clément on te vengera !».

Une riposte nécessaire qui doit se développer par le renforcement du camp du prolétariat, base de l'antifascisme de masse et populaire dont notre classe a tant besoin. A Tours, cela est d'autant plus criant que les fascistes de tout poil s'ancrent et s'affirment de plus en plus et que la riposte ouvrière se développe contre les licenciements à Michelin.

Cette manif a été une réussie selon la plupart des manifestants, même si beaucoup auraient voulu qu'elles soient une manif de confrontation et de défi à la marche fasciste. Seuls quelques

militants ont suivi leur défilé en diffusant du son antifasciste, énervant passablement Pierre-Louis Mériguet, leader fasciste local ayant pris sa carte du «rassemblement bleu marine» (voir vidéo ci-dessous). Ce dernier s'en est pris à coups de chaise aux Camarades avant que les flics ne séparent les deux camps.

Pour un antifascisme de masse et populaire, renforçons le camp de la classe ouvrière !



Italie - Les étincelles de la grève des femmes allument un incendie



Travailleuses habillées en rouge pour la grève des femmes à L'Aquila

La «grève des femmes» du 25 Novembre contre «les fémicides, les viols et la violence sexuelle» contre la «double oppression et double exploitation des femmes» a eu lieu et a réussi, au-delà des attentes.

Les étincelles ont commencé à allumer de nombreux incendies, du Nord au Sud.

Le sentiment qui prévaut parmi les femmes qui ont observé, pour la première fois en Italie, cette grève historique est la fierté !

Les nouvelles venant des travailleuses ont été les plus encourageantes ! Dans les usines de l'ingénierie, des plateformes logistiques, de Bergame à Bologne, etc, dans certains secteurs, les travailleurs ont fait grève par centaines.

De plus, les femmes qui travaillent dans de nombreux secteurs, public et privé, précaire, et qui subissent chantage, humiliation, se sont senties fortes ce 25, parce qu'elles ont osé relever le défi à bien des égards et ont gagné !

Avec elles, la nouveauté des travailleuses immigrées, qui ont rejeté le double chantage. Leur présenc, bien que toujours faible, après le massacre d'État des femmes et des enfants à Lampedusa, était un signal pour dire «plus jamais».

En particulier dans les usines, les travailleuses, les syndicats, de nombreuses déléguées ont eu le courage d'observer la grève des femmes en opposition ouverte et en rupture avec la ligne des secrétariats nationaux de la CGIL et leur chef, Susanna Camusso opportuniste et hypocrite. Cela aussi était une étincelle dont les effets peuvent allumer des incendies à répétition. Les femmes l'ont fait dans une situation de lutte permanente sur les batailles individuelles, où, souvent, une rupture se dégage entre les travailleurs et travailleuses et les syndicats officiels à prendre position sur savoir si les femmes doivent ou non être les actrices d'une double lutte, de classe et de genre, également au sein du mouvement syndical.

Cette force, ce courage, de «défi», cette fierté des travailleurs et travailleuses, les femmes qui ont pris entre leurs mains la «grève des femmes» et qui ont transformé le «slogan» en réalité, bien qu'encore initiale, donnent le repère prolétarien correct à la «grève des femmes», une grève qui est essentiellement une expression des femmes les plus exploitées et opprimées, celles qui n'ont pas qu'une chaîne à rompre mais deux, et même des dizaines.

Une autre force de la grève dans de nombreuses villes ont été les étudiantes. De véritables «zones d'explosion» ont été observées, principalement dans le Sud. Les plus jeunes ont apportées à la grève, dans les manifestations, le vent frais de leur belle rébellion et la volonté de se battre, et de dire à haute voix : «ils nous

tuent, nous privent d'avenir, mais nous n'avons pas peur, nous nous rebellons, nous voulons faire une révolution qui va changer le ciel et la terre». Rompant avec les mythes et les stéréotypes sur les filles, elles ont augmenté encore et encore le cri rebelle : «vous ne nous aurez jamais telles que vous nous voulez !»

L'entrelacement de classe et de genre qui porte la grève des femmes est la bonne arme, un «danger» pour les patrons, les gouvernements, l'Etat, les hommes, qui haïssent les femmes, c'est un «mélange» qui peut enflammer la plaine.

Cette grève a lié la lutte contre les fémicides et les viols avec la guerre de classe plus générale que ce système social mène contre les femmes, une réalité qui confirme encore une fois que la condition des femmes dans une société est la mesure du degré de civilisation de cette société et que la lutte des femmes est cruciale pour la révolution pour renverser de haut en bas ce système social, selon la théorie et la pratique de la «révolution dans la révolution «, pour construire une nouvelle société dans laquelle «toute la vie doit changer jusqu'à de nouvelles relations entre les hommes et les femmes… «.

La grève des femmes à Palerme

En cela, la grève des femmes en Italie se joint à la lutte révolutionnaire de nos sœurs sur le front des guerres populaires et apporte une autre pierre importante à ce «pont», de l'Italie à l'Inde, au monde entier, que nous avons commencé à construire.

POUR TOUTES LES FEMMES TUEES, VIOLEES ET HARCELEES, NOUS SUBSSONS TOUTES LE PREJUDICE !

POUR LES FEMICIDES, LE DEUIL NE SUFFIT PAS, VOUS PAIEREZ CHER, VOUS PAIEREZ POUR TOUT !

LE CHMAGE, LA PAUVRETE, LA CHERTE DE LA VIE, DEBARASSONS NOUS EN EN NOUS DEBARASSANT DE CES GOUVERNEMENTS !

LE MOYEN AGE MODERNE, LA DOUBLE OPPRESSION, LES FEMMES SONT DANS LA LUTTE POUR LA REVOLUTION !

VIVE LA GREVE DES FEMMES !

25 novembre 2013

Mouvement Féministe Prolétarien Révolutionnaire - Italie



La grève des femmes à Milan





La grève des femmes à Palerme

A propos du prisonnier politique Erdogan ÇAKIR

Nous avons correspondu avec une Camarade de Turquie qui a elle même subi la répression, ayant été condamnée pour «propagande terroriste». On s'en doute bien, ce qui lui est reproché est en réalité d'être communiste... Voici les informations qu'elle nous a envoyé sur Erdogan Cakir, prisonnier politique de Turquie.

GRÈVE DE LA FAIM A PLACE DE LA RÉPUBLIQUE A PARIS POUR SOUTENIR LES PRISONNIERS POLITIQUES DÉTENUS EN GRECE ET EN GRÈVE DE LA FAIM DEPUIS PLUS DE 40 JOURS ! !

La famille et les amis de ERDOGAN CAKIR (RESIDANT AUPARAVANT EN FRANCE), un prisonnier politique détenu en Grèce qui vivait encore il y a peu de temps avant en France, vont commencer une grève de la faim ce samedi 2 novembre et ce dimanche 3 novembre sur la place de la république à Paris contre les décisions de rapatriement des prisonniers politiques détenus en Grèce. 4 prisonniers politiques sont déjà en grève de la faim depuis plus de 40 jours dans la prison de Koridallos en Grèce, ils protestent les décisions de rapatriement en Turquie ou alors dans les pays où ils résidaient auparavant.

Erdogan Cakir est un ancien résidant de la France. Sa famille, ses enfants sont citoyens français. Originaire de Turquie Erdogan Cakir milite depuis son plus jeune âge contre la répression et les politiques fascistes de la Turquie. Sympatisant du front populaire en Turquie, il a longtemps milité en France au sein de l'association culturelle d'anatolie qui a été fermée à la suite d'une opération en 2009. Suite à cette vague d'opération, Erdogan Cakir a été jugé durant de longue année puis il a été condamné fin 2012 a une peine de prison. Les crimes qui lui était reprochés ne sont pas différents des soit disant crimes reprochés aux prisonniers politiques en Turquie. La participation à la fête du 1er mai à Paris, la participation à la fête de l'humanité, la vente de la revue 'la marche' une revue légale en Turquie et l'organisation du concert de Grup Yorum (un groupe de musique engagé) à Paris. Erdogan Cakir, condamné à de la prison, a préféré s'exiler en Grèce plutôt que de se livrer aux mains des autorités françaises qui collaborent avec le régime fasciste turc. Cependant, il a été emprisonné il y a quelques mois en Grèce, le tribunal grec a décidé de le rendre à la France ; une décision que Erdogan Cakir refuse. De plus, deux autres prisonniers politiques risquent d'être rendus à la Turquie.

En tant que famille et amis de Erdogan Cakir nous protestons cette décision ! !

Nous soutenons la grève de la faim de Erdogan Cakir et de ses amis ! ! !

Nous attendons aussi votre soutien ce samedi 2 novembre et ce dimanche 3 novembre 2013 à la place de la république à Paris.

Amicalement

Durant les deux jours, 11 personnes (dont la famille de Erdogan Cakir) ont été en grève de la faim pour soutenir Erdogan Cakir et ses camarades qui sont aujourd'hui en grève de la faim depuis plus de 41 jours. Les 11 personnes ont été à Republique durant les deux jours de la grève de la faim avec d'autres camarades pour distribuer des tracts. Une pancarte a été ouverte durant les deux jours.

La police est venue le premier jour pour avertir que nous occupions la place sans aucune autorisation de la Préfecture. Mais ils ne sont pas repassés.

Le mardi 5 novembre, un procès aura lieu en Grèce concernant l'extradition de Erdogan Cakir en Turquie. Sachant que la Turquie veut condamner Erdogan Cakir à perpétuité.

Le 7 novembre à 10h30, un rassemblement aura lieu devant le consulat de la Grèce pour dénoncer la situation une fois de plus.

Je vous remercie de prendre des nouvelles.

Amicalement,

Communiqué du Comité de solidarité avec les prisonniers politiques en Turquie et au Kurdistan

À bas le fascisme – Vive notre lutte - Vive la victoire de notre grève de la faim
Les prisonniers politiques sont notre honneur - Vive la solidarité internationale
Nous sommes le peuple - Nous avons raison, nous gagnerons
La cour suprême a décidé l'extradition d'Erdoğan ÇAKIR vers la France !

La Cour suprême a décidé l'extradition d'Erdoğan ÇAKIR vers la France. Le juge a, aujourd'hui en faisant lecture de la décision, déclaré que la décision finale incombe au ministère de la Justice, ce qui montre bien que la décision d'extradition n'avait rien à faire avec le procès. Parce qu'il est exclu qu'un juge ne sache pas qu'en droit européen, en matière de procédure d'extradition, le ministère de la Justice n'a pas compétence.

Cette décision signifie que la Grèce approuve la peine de nombreuses années de prison imposée par la France à Erdoğan ÇAKIR à cause de ses activités démocratiques. Que dorénavant en Grèce, soient condamnés des militants, des syndicalistes, des démocrates pour leurs activités démocratiques, sera une situation qui ne nous surprendra pas. Cette décision est un jugement contre la démocratie et la lutte contre le fascisme. Il s'agit d'une attaque contre les droits démocratiques fondamentaux.

Nous nous sommes battus pendant 53 jours avec détermination contre les menaces d'extradition et pour faire connaitre les pressions exercées par des pays de toute l'Europe et la Turquie. Le résultat de la résistance a été la victoire quand les tribunaux ont rejeté la décision d'extradition en Turquie et a créé un climat de solidarité.

Aujourd'hui, la décision de la Cour suprême contre Erdoğan ÇAKIR est une atteinte aux droits et aux libertés démocratiques

de la gauche grecque et des militants de Turquie. Cette attaque nous ne pourrons l'arrêter qu'avec la solidarité, la résistance et la détermination.

C'est la solidarité encouragée par la détermination rencontrée durant les 53 jours de grève de la faim qui a arrêté les extraditions vers la Turquie, c'est avec cette même résistance déterminée que nous arrêterons la politique des attaques. Cette lutte n'est pas terminée, d'où que nous soyons nous continuerons notre lutte contre l'impérialisme et le fascisme, en organisant la solidarité et la résistance.

Comité de solidarité avec les prisonniers politiques en Turquie et au Kurdistan 23.11.2013



Campagne internationale pour les prisonniers politiques en Inde

Pour la libération inconditionnelle de l'ensemble des prisonnières et prisonniers politiques en Inde !

Faisons du 25 janvier 2014 une grande journée internationale de solidarité et de combat !

En Inde, plus de 10 000 personnes soupçonnées d'être maoïstes croupissent en prison ; à celles-là s'ajoutent des milliers d'autres impliquées dans les mouvements de libération nationale (au Cachemire ou dans l'État du Manipur, notamment) ou d'autres mouvements démocratiques.

Aux côtés des dirigeantes, dirigeants, cadres et combattantes et combattants de l'Armée populaire de libération et de guérilla, plus de 90 % de ces prisonnières et prisonniers sont des villageoises et villageois aborigènes (les Adivasis) ayant osé résister aux déplacements forcés ; des paysannes et paysans ayant lutté contre les accords signés par les gouvernements et les multinationales pour exploiter le peuple et continuer le pillage impérialiste des ressources naturelles ; des militantes et militants des minorités nationales qui se sont organisées pour contrer la menace croissante du fascisme communautaire hindou ; des étudiantes et étudiants, intellectuelles, artistes appartenant au Front révolutionnaire démocratique et d'autres organisations démocratiques, coupables de se tenir du côté des masses populaires contre la guerre menée par l'État indien ; des femmes et militantes féministes qui se sont unies pour lutter contre l'escalade de viols commis en partie par des membres des forces armées, de la police et des escadrons paramilitaires fascistes financés par l'État, pour qui le viol est une arme de guerre légitime.

Là où ils et elles sont détenues, les prisonniers et prisonnières sont confrontées au harcèlement de toute sorte, à la torture, au refus d'une mise en liberté provisoire, à des conditions de vie inhumaines, aux mutations arbitraires, aux agressions et à l'isolement carcéral ; les prisonnières, en particulier, sont très souvent victimes de viol.

En dépit des conditions de détention



féroces qu'ils et elles subissent, les prisonnières et prisonniers résistent et luttent pour transformer les sombres prisons dans lesquelles ils et elles sont confinées en un front de lutte contre le fascisme montant en Inde et le régime au pouvoir.

La lutte pour leur libération inconditionnelle est une tâche urgente pour l'ensemble des forces solidaires et amies du peuple indien ; elle est partie intégrante de la lutte pour soutenir sa guerre de libération, jusqu'à la victoire.

Les classes dominantes de l'Inde font de plus en plus de ce pays une «prison des mouvements populaires».

Depuis le milieu de l'année 2009, les classes dominantes indiennes, sous la direction et avec l'aide des puissances impérialistes, ont lancé une offensive sur plusieurs fronts et à l'échelle nationale, appelée «Opération Green Hunt». Cette campagne n'est rien d'autre qu'une guerre contre les masses populaires ; elle vise à anéantir le mouvement maoïste et à réprimer les luttes populaires légitimes.

Si la répression des masses opprimées est le fait de tout État qui assume son rôle de rouage de l'exploitation et qu'elle a toujours été une caractéristique de l'État indien, l'opération Green Hunt surpasse d'emblée les offensives précédentes, à la fois par son ampleur et sa brutalité.

Des milliers de militantes et militants des organisations démocratiques et révolutionnaires de masse ont été assassinées, torturées et jetées en prison. Condamnées à la suite de fausses accusations, plusieurs d'entre eux et d'entre elles font face à de sévères peines.

Les massacres et viols collectifs, les pillages et la destruction de villages entiers par les forces armées sont désormais à l'ordre du jour.

L'opération Green Hunt vise officiellement à éliminer le mouvement maoïste, mais dans les faits, elle cible et cherche à supprimer toute revendication populaire. On associe les militantes et militants populaires au PCI (maoïste) pour pouvoir ensuite les accuser en vertu des lois draconiennes adoptées par les gouvernements central et locaux, au nom de la lutte contre le «terrorisme» et de la «sécurité nationale».

Stoppons l'opération Green Hunt, arrêtons la guerre contre le peuple de l'Inde !

La répression la plus sauvage ne peut arrêter la guerre de libération des masses en Inde ; au contraire, elle suscite une plus grande solidarité morale et politique.

De nombreuses initiatives ont été entreprises à l'échelle internationale pour bâtir la solidarité avec la lutte de libération des masses populaires de l'Inde, dont la grande conférence internationale de Hambourg et les journées internationales d'action organisées par le comité international qui soutient la guerre populaire en Inde. Ces initiatives ont eu un impact certain un peu partout dans le monde et en Inde ; elles ont porté des coups à l'impérialisme et au régime indien. Ce dernier exhorte d'ailleurs maintenant les gouvernements des autres pays, particulièrement ceux de l'Union européenne, à interdire ces initiatives solidaires.

Pour cette raison, il est aujourd'hui plus que jamais nécessaire de consolider et d'étendre la solidarité.

C'est pourquoi nous appelons à une grande journée internationale de solidarité et de lutte pour la libération inconditionnelle des prisonnières et prisonniers politiques en Inde le 25 janvier 2014, qui devrait avoir lieu partout où ce sera possible, de toutes les façons possibles selon les décisions que prendront les comités et les forces solidaires dans chaque pays, incluant des actions de rue, des appels à la participation des masses, des activités de contre-information, des manifestations devant les ambassades et consulats indiens, les bureaux des organes de presse et des organisations humanitaires, etc. Ces actions pourront en outre avoir lieu toute la semaine précédant la journée internationale d'action.

Le Comité International de Soutien à la Guerre Populaire en Inde

5 décembre 2013

Pour en savoir +

Le blog du CISGPI :
icspwindia.wordpress.com

Le blog du Comité de Soutien à la Révolution en Inde :
csrinde.wordpress.com

A bas la persécution contre le professeur GN Saibaba, de l'université de New Delhi !

Nous condamnons fermement l'action arbitraire des forces de répression indiennes, dans une tentative désespérée de faire taire les voix de la dissidence. Le 12 septembre 2013, la maison du professeur GN Saibaba a été perquisitionnée par 50 agents sous prétexte de chercher du «matériel volé».

Lors de l'opération arbitraire, les agents ont empêché le professeur Saibaba et sa famille de sortir de la maison, d'accueillir des visiteurs, d'effectuer et de recevoir des appels téléphoniques et de contacter un avocat. Ils n'ont pas trouvé de matériel volé et sont partis de la maison de Saibaba en emmenant des effets personnels de la famille, incluant des téléphones mobiles, des clés USB et des copies des publications du Front Démocratique Révolutionnaire d'Inde (RDF), l'organisation dont le Dr Saibaba est secrétaire.

L'État indien, avec ses pratiques courantes et de plus en plus récurrentes de persécutions, de meurtres, d'arrestations arbitraires et d'accusations sans fondement contre les défenseurs de la lutte du peuple, tente d'arrêter la lutte d'un peuple qui n'abdiquera pas face aux intimidations et au harcèlement.

En raison de son choix de travailler en faveur du peuple, de ses efforts pour dénoncer l'Opération Green Hunt, de son travail en tant que professeur universitaire, de son rôle démocratique et engagé dans la défense du peuple indien dans la lutte contre l'oppression, la violence et la misère, nous témoignons de notre solidarité et rendons hommage au Professeur GN Saibaba. Nous condamnons également l'Etat fasciste indien pour ses crimes contre le peuple et ses dirigeants et déclarons que le peuple brésilien soutient le peuple indien dans sa juste lutte pour la libération nationale et sociale.

Comité International de Soutien à la Guerre Populaire en Inde

cgpindia@gmail.com

Solidarité avec le peuple des Philippines !

Le passage du typhon Yolanda sur l'archipel des Philippines a fait des milliers de morts et de disparus. Il a frappé les régions les plus pauvres d'un pays où la plupart de la population vit de l'agriculture et de la pêche. Certaines régions comptent plus de 80 % des habitations détruites. Beaucoup de pêcheurs ont perdu leurs bateaux : ainsi, sur les 1000 bateaux de l'île de Coron, il n'en reste que 20. Les champs ont été détruits et les récoltes n'ayant pas encore eu lieu, les six prochains mois risquent d'accentuer dramatiquement les problèmes habituels de malnutrition.

Les organisations progressistes philippines se mobilisent depuis le premier jour de la catastrophe pour venir en aide aux personnes touchées par le typhon Yolanda. Du riz et des biens de première nécessité sont acheminés, mais ces organisations ont besoin de la solidarité internationale. Les appels qu'elles nous lancent sont clairs : les philippin-e-s doivent faire face à une catastrophe sans précédent. Notre émotion est grande, amplifions notre élan de solidarité !

Mais nous ne pouvons pas laisser notre émotion manipulée par ceux qui font main basse sur le pays et se disputent pour faire triompher leurs intérêts dans la région. Le peuple a besoin de secours immédiats, mais il devra reconstruire son pays, indépendant et libre. Pleinement souverain. Seuls d'autres exploités peuvent apporter cette aide, parce que nous avons les mêmes intérêts, les mêmes ennemis. Il y a des blessés à soigner, il y a des maisons à reconstruire, il y a aussi des organisations de lutte à soutenir. Nous lançons ici cet appel pour que des fonds soient envoyés aux organisations progressistes qui sont le mieux à même d'aider les populations concernées. Les fonds recueillis seront versés à BAYAN (Bagong Alyansang Makabayan) qui est une alliance de nombreuses organisations progressistes aux Philippines, regroupant de nombreux secteurs (paysan-ne-s, habitant-e-s des bidonvilles, femmes, etc.).



Solidarité avec le peuple philippin !

Avec : Coup pour Coup 31, FRAP, PCmF, OC-FR, OCML-VP, AGEN et Comité anti-impérialiste.

POUR ENVOYER VOS DONS

http://www.youcaring.com/medical-fundraiser/solidarit-avec-le-peuple-philippin/105737

A propos de la mort de Mandela

A chaque décès, les vautours rodent autour de corps encore chauds, l'hypocrisie et la réécriture de l'Histoire fonctionnent à plein régime. La mort de Mandela n'échappe pas à la règle.

Rappelons qu'il a été détesté par toute la classe politique impérialiste occidentale, traité de terroriste et enfermé pour cause de lutte armée.

Rappelons qu'il a créé la branche armée de l'ANC (congrès national africain) après avoir vu des actions pacifistes se faire réprimer dans le sang, il déclarait alors que «c'est l'oppresseur qui définit la nature de la lutte».

Rappelons que la lutte pour la libération s'inscrivait aussi dans la lutte des classes.

Rappelons que si l'apartheid a officiellement pris fin, la population noire-africaine vit toujours dans la misère pour une grande partie d'entre elle, tandis que la bourgeoisie blanche vit dans des quartiers ou lotissements sur-protégés.

Rappelons que le pouvoir a tué 34 mineurs noirs et en a blessé 78 autres lors de la grève de Marikana l'an dernier, rappelant les répressions de l'apartheid.

Rappelons que le chômage des noirs est de 53 % et que 25 % de la population vit avec un euro par jour.

Rappelons que la conquête politique des noirs s'est faite avec le consentement de la bourgeoisie sud-africaine, c'est-à-dire les blancs, afin de mettre un coup d'arrêt au mouvement révolutionnaire.

Rappelons que l'expropriation de la bourgeoisie était totalement envisagée avant l'accord politique du «une personne, une voix».

Rappelons que tout ce à quoi a servi la fin de l'apartheid est de légitimer la domination blanche (qui détient le pouvoir économique) par la naissance d'une bourgeoisie noire (qui détient le pouvoir politique) à ses ordres. Cette nouvelle bourgeoisie est née de façon négociée avec le régime d'apartheid afin

d'acheter la paix sociale.

Rappelons qu'il n'y a jamais d'homme ou de femme providentielle et qu'une personne seule ne peut rien, contrairement à l'Histoire mystifiée de nos livres scolaires. Tout mouvement revendicatif ne s'appuie que sur une masse consciente de sa condition et de ses aspirations.

Rappelons que l'analyse des faits du mouvement anti-apartheid et de ses conséquences vient confirmer les analyses communistes et anarchistes. C'est-à-dire que l'important n'est pas le pouvoir politique mais le pouvoir économique. Que c'est bien une analyse sur le rapport à l'outil de production qui est nécessaire.

Que la seule manière de voir ses revendications de classe, de «race» ou de genre appliquées, c'est par la lutte qui s'appuie sur des bases dites violentes, mais qui ne sont rien en comparaison de la violence psychologique et/ou physique des systèmes de domination.

Que c'est bien dans la pratique révolutionnaire que se développent une conscience de classe et une radicalisation des mouvements.

Qu'il n'y a aucun compromis, aucune négociation, aucun accord à avoir avec la bourgeoisie. Que c'est bien une guerre, une guerre sociale, une lutte de classe, qui se joue lorsque l'on se lève contre la bourgeoisie et l'oppression.

En quelques sortes, le mouvement anti-apartheid permet de remettre à leur place toutes les illusions dont nous bercent la sociale-démocratie et autres arnaques idéologiques (pseudo-démocratie avec tirage au sort, qui ne change rien aux problèmes de fonds et à la domination de classe, et tous ceux qui dans une fausse posture anti-système viennent nous parler de collaboration de classe ou de réformisme).

C'est un mouvement qui pose énormément de questions et qui ne peut se satisfaire du mythe romancé et inventé qui a été brodé autour pour atténuer la puissance réelle qu'avait ce mouvement.

La mort de Mandela, ainsi que toutes les commémorations des batailles passées, interroge sur l'indifférence pour le présent.

Georges Ibrahim Abdallah est détenu dans les prisons françaises depuis 30 ans pour le même type de raisons que l'a été Mandela. C'est probablement le plus vieux prisonnier politique d'Europe. Où est donc passée l'indignation de notre classe politique ? Sous prétexte qu'il est communiste, militant anti-impérialiste (notamment contre l'Etat d'Israël) et qu'il ne renie toujours pas ses convictions malgré la répression et sa détention, nos pleurnichards de pacotille ne le laissent pas sortir.

Personne pour lui proposer la présidence d'Israël ?

Que dire des frères Kamara, prisonniers politiques des émeutes de Villiers-le-Bel de novembre 2007, condamnés sans preuves sur la base de témoignages anonymes rémunérés ? Le «collectif urgence notre police assassine», créé en 2012 suite à un meurtre policier, était quant à lui dégagé par les sbires du PS lors de la récupération des 30 ans de la Marche pour l'Egalité de 1983. Qui est venu s'indigner qu'une des rares organisations qui mérite historiquement sa place dans ce cortège se fasse honteusement mettre à l'écart ?



Les mineurs de Marikana

Les luttes sociales, raciales, sexuelles doivent absolument s'articuler entre elles afin de faire tomber toute forme de domination.

Cependant, la France n'est pas la seule hypocrite dans cette histoire.

Les Etats-Unis avaient placé Nelson Mandela sur la liste noire du terrorisme depuis la présidence de Ronald Reagan (1981) jusqu'en 2008. L'ANC a été retirée de cette liste à la fin officielle de l'apartheid, en 1994.

De plus, les Etats-Unis enferment Leonard Peltier, militant de la cause amérindienne, depuis 37 ans. Il est le plus vieux prisonnier politique du monde.

Malgré la promesse de Barack Obama de fermer le centre de Guantanamo, il restait encore 171 personnes incarcérées en 2012, enfermées arbitrairement et sans procès, une accusation de terrorisme pouvant permettre d'éviter de s'encombrer du droit local, national et international.

La notion d'apartheid, dans le sens de séparation ethnique, devrait aussi nous interroger sur le processus de gentrification, c'est-à-dire de relégation des quartiers populaires loin des centre-villes, en cours dans nos villes. N'est-ce pas de la ségrégation urbaine ? Ne pourrions-nous pas y voir une forme, adoucie et moralement acceptable pour ceux qui en profitent, d'apartheid social, culturel (la culture n'étant pas accessible de manière égale et identique pour tous) et, en partie, ethnique ?

Si les différents groupes sociaux se croisent chaque jour, pouvons-nous dire qu'ils se rencontrent et se connaissent ou cherchent à se connaître ? Si nous prenons en compte que les moyens de sa mise en œuvre diffèrent, peut-on considérer que les principes fondamentaux et structurels de l'apartheid sud-africain sont différents des mécanismes de domination qui ont lieu chez nous ?

Pour précision, il s'agit de remettre les faits à la place des mythes véhiculés par les médias. Il ne s'agit pas non de condamner l'action de Mandela, mais de rester critique et de comprendre ce que cette défaite peut apporter pour l'avenir.

Pour Mandela le militant, les 6 mois de la mort de Clément Méric, Alexis Grigoropoulos tué le 6 décembre 2008 en Grèce sous les balles de la police lors d'une manifestation, Malik Oussékine tué sous les matraques de la police à Paris le 6 décembre lors de la répression du mouvement étudiant de 1986, reposez en paix.

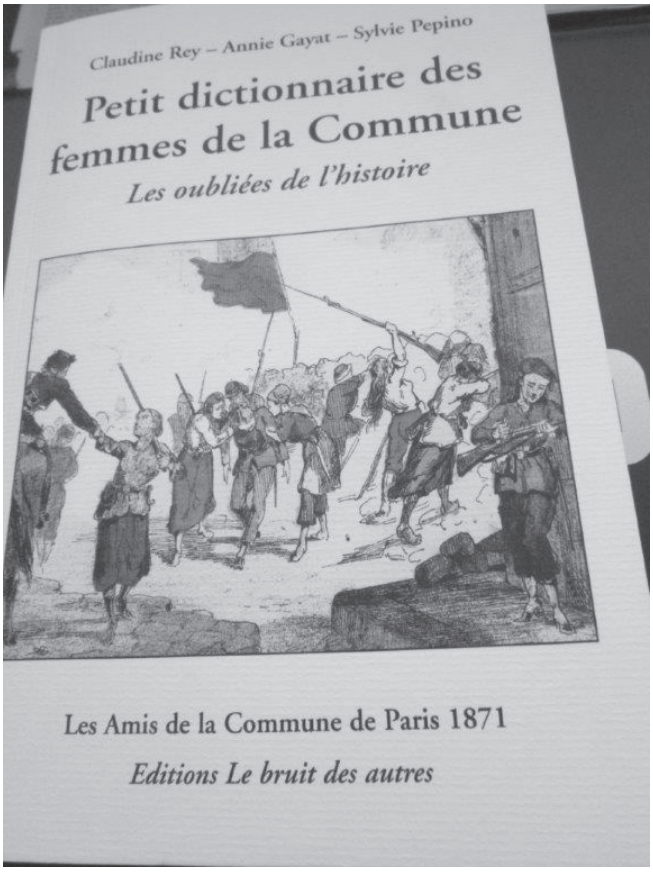
Petit dictionnaire des femmes de la Commune, Les oubliées de l'histoire

L'Association des Amis de la Commune de Paris 1871 organise chaque année dans le XIIIème arrondissement de la ville une fête pour commémorer ce premier jalon dans l'histoire de la Révolution socialiste. Comme chaque fois, un orchestre jouait les chansons qui ont accompagné ou célébré l'événement. Un stand a particulièrement attiré mon attention parce que trois auteures présentaient un livre exclusivement consacré aux femmes de la Commune. Pas seulement à la plus célèbre d'entre elles : Louise Michel, mais à toutes les autres qui apportèrent leur pleine et enthousiaste contribution à ces Cent jours qui ont éclairé le monde.

L'ouvrage se présente sous forme d'un dictionnaire qui a pour ambition de faire sortir de l'ombre toutes ces «oubliées de l'histoire». Il évoque leurs actions et leurs condamnations : les Communards étaient aussi des Communardes. Il montre le rôle essentiel que ces femmes ont joué dans la lutte pour l'égalité, la liberté et la dignité.

Rappelons les faits. Durant le siège de 1870 par les Prussiens, Paris souffre considérablement de la faim et du froid d'un hiver particulièrement rude. Le peuple de Paris souffre du chômage à cause du siège prussien entre autres choses. Pour les ouvrières la situation est encore pire que pour leurs compagnons de classe. Elles sont méprisées par leur patron et leurs chefs et même parfois par leurs compagnons de travail. Chez elles, c'est l'enfer de la pauvreté aggravé par l'alcoolisme des pères, compagnons et maris. Beaucoup travaillent à domicile pour essayer de concilier comme d'habitude revenu et responsabilités familiales. Quand on dit que «la femme va faire le cinquième quart de la journée», cela signifie qu'elle va se livrer à la prostitution. Lorsqu'elles rejoignent les ateliers, les ouvrières à domicile, sans formation professionnelle, font les plus basses besognes, évidemment. Proudhon, mort en 1865, ennemi de la propriété privée et tout défenseur qu'il se voulait de la classe ouvrière, avait développé des théories reflétant bien l'esprit de l'époque : la femme est inférieure à l'homme et ne doit absolument pas être considérée comme citoyenne.

C'est dire que les femmes n'avaient pas grand-chose à perdre et tout à gagner en se lançant dans la grande épopée de la Commune. Elles sont très actives dans la vie politique, participent en grand nombre aux manifestations, sont membres des clubs. Elles seront sur les barricades (la couverture du livre représente une lithographie de l'époque



«la barricade de la place Blanche défendue par des femmes») ; elles soigneront les blessés mais réclameront (et obtiendront) des armes. Elles ont constitué l'Union des femmes pour la défense de Paris. Et Nathalie Le Mel, membre de l'Association Internationale des Travailleurs, avertira : «Les ateliers dans lesquels on nous entasse vous appartiendront. Les outils seront à vous, vous allez renaître, femmes frêles». Elles réclament aussi que tous les clubs soient mixtes. Elles haranguent les soldats pour qu'ils ne tirent pas sur leurs frères de classe. Elles seront cinq cents à la place de la Concorde à marcher sur Versailles, rejointes par 700 autres à Grenelle. En avril 1871, elles créent l'Union des Femmes pour la défense de Paris, organisation qui publie, par voie d'affiches, sur les murs de Paris, un texte essentiel qui dit en substance que «la lutte pour la défense de la Commune, c'est la lutte pour le droit des femmes» et que c'est aussi «la lutte émancipatrice de la classe ouvrière».Elles écrivent : «Nos ennemis ce sont les privilégiés de l'ordre social actuel, tous ceux qui ont vécu de nos sueurs ; qui toujours se sont engraissés de nos misères». Et aussi : «Nous voulons le travail pour en garder le produit, plus d'exploiteurs, plus de maîtres». Elles rappellent : «Toute inégalité et tout antagonisme entre les sexes constituent une des bases du pouvoir des classes gouvernantes».

Elles font campagne dans les clubs et les réunions de quartier : elles ne s'isolent pas dans leur Association. Bref, leur participation contribue à donner à la Commune son caractère révolutionnaire et démocratique.

Il n'est donc pas étonnant qu'elles aient été nombreuses à comparaître devant les conseils de guerre (pour participation à l'insurrection), nombreuses parmi les fusillés et aussi parmi les milliers de prisonniers qui iront croupir dans les geôles de Thiers ou seront déportés à la Nouvelle Calédonie.

Il n'est pas très étonnant non plus que l'imagerie réactionnaire ait fait d'elles des «mégères, pétroleuses, prostituées, et dans les meilleurs cas de simples égéries. Et si la police les a qualifiées d' «exaltées», c'est qu'elles sont allées jusqu'au bout de leur engagement.

Ce petit dictionnaire des femmes de la Commune, édité par les Amis de la Commune de Paris 1871 est un juste hommage qui est rendu à toutes ces militantes citées. Le livre coûte 20 euros. On peut le commander à : www.lebruitdes autres.com

INVISIBLES CHIBANIS

Un théâtre planté au beau milieu d'une petite cité HLM, c'est plutôt rare à Paris. C'est le Théâtre 13 dans le treizième arrondissement. Autre rareté : le rideau s'ouvre sur une salle d'un foyer Sonacotra pour travailleurs immigrés. Le mobilier est très rudimentaire, une vieille table et cinq chaises en formica, et aussi un meuble fourre-tout plutôt miteux. La pièce suinte la pauvreté et l'oubli. De vieux ouvriers algériens : les chibanis (cheveux blancs en arabe) passent leur ennui en jouant aux dominos ou aux cartes. Ils devisent sur la vie telle qu'elle va ici en France où ils ne sont pas tout à fait chez eux et là-bas «au pays» où ils n'y sont plus vraiment. Pourtant, c'est en France qu'ils sont en quelque sorte assignés à résidence puisque la loi (française) les oblige à y résider au moins six mois par an s'ils veulent toucher leur pension et ne pas subir les sanctions administratives s'ils dérogent à la règle. Ils jouent aux dominos pour tuer le temps et pour oublier que la vraie vie leur a glissé entre les mains : travailleurs immigrés, ils ont quitté leur pays, leur famille, pour bâtir la France des trente glorieuses. Devenus «inutiles», ils se voient confisquer leurs vieux jours et le droit au retour. On sent qu'une colère sourde les habite quand ils posent un regard désabusé sur une société déshumanisée mais en même temps ce sont des sages qui racontent l'Histoire : la guerre d'Algérie, octobre 61, les fonderies, les chaînes, les mines, les chantiers, les grues, les bétonneuses, les accidents, les pièces détachées qu'ils ont sorties des chaînes par centaines de milliers…. Ils n'ont pas ménagé leur peine, ils ont apporté plus que leur part à la reconstruction accélérée de notre industrie et de notre pays. Mais ils avaient une fonction unique : travailler. Ils étaient interchangeables comme s'ils n'étaient pas nés quelque part, comme s'ils n'avaient pas eu de rêves, comme s'ils n'étaient ni d'ici ni d'ailleurs.

Ce que montre cette pièce «Les Invisibles» c'est la vieillesse des migrants dans la précarité et l'isolement. Ces vieux-là sont d'autant plus invisibles qu'ils se situent dans l'angle mort d'une société qui n'aime que les winners, les productifs, les rentables etc. Une évidence s'impose : le migrant n'a pas vocation ni même légitimité à vieillir en terre d'immigration. D'ailleurs lui-même ne s'est pas préparé à vieillir loin de la terre natale. Ils sont ici dans ce foyer Sonacotra depuis de très longues années ; ils se sont «laissé aller à rester». Ils ont des repères solides en terre d'immigration, une mémoire, des habitudes de vie qui finissent par créer des liens forts, voire un enracinement. Dans leur propre pays ces vieux migrants ont le sentiment d'être devenus encombrants. Chaque retour est un constat pénible qu'ils n'ont plus tout à fait leur place parmi les leurs. Ils sont dans l'inconfortable posture d'écartèlement entredeux pays et deux espaces de vie, entre ici et là-bas et nulle part chez soi.

On les voit parfois attablés solitaires dans un café ou debout dans la rue à contempler le travail d'une grue sur un chantier du bâtiment. Et on se demande s'ils ne sont pas une sorte d'incarnation triste du regret de ces fameuses Trente Glorieuses qui étaient la raison de leur venue ici.



abonnement/contact

La **Cause du Peuple** vit **par et pour les luttes**. Ce journal est le fruit du travail d'une **équipe de militants et de militantes**.

Votre **participation** au journal est **importante** :

★Devenez **correspondant** (envoi d'informations sur les luttes de votre région ou autre) et/ou **diffuseur du journal** dans votre ville, département, région

★**Ecrivez nous** pour réagir aux articles ou **envoyez** directement vos articles à la rédaction

★**Collez** des affiches et autocollants de la CdP autour de chez vous (à demander par mail ou par courrier)

Vous pouvez aussi nous soutenir :

★**Abonnez-vous !**
(20€ = 1 an–ou plus pour soutenir)

SR, 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS
lacausedupeuple@gmail.com
lacausedupeuple.blogspot.com

Imp. Spé.